

Orléans, le 18 janvier 2013.

à

Mme Valérie Corre, députée du Loiret.

Objet : Invitation à l'inauguration du monument « *La République défigurée par la finance* », le samedi 26 janvier 2013 à Orléans, à l'occasion du projet de loi « *portant réforme bancaire et financière* ».

Madame la Députée,

La sphère bancaire mondiale est largement responsable des troubles financiers, économiques et sociaux des cinq dernières années. Elle a cependant été soigneusement épargnée par les gouvernements qui n'ont pas cessé, depuis le début de la crise, de « rassurer les marchés » et de préserver en priorité les intérêts des acteurs bancaires et financiers ; faisant ainsi porter intégralement le fardeau des ajustements sur les salariés et les contribuables.

Les banques françaises n'ont, à cet égard, rien à envier à leurs homologues étrangères. Remises à flot (sans aucune contrepartie) durant ces dernières années par l'argent public, elles poursuivent les mêmes activités immorales : spéculation sur tout ce qui peut rapporter, évasion fiscale, financement d'industries mortifères... La place nous manque pour détailler cet ensemble de pratiques* dont la permanence (partout, tout le temps, à tout prix) leur donne un caractère structurel que tout citoyen qualifiera de trois mots : cupidité, irresponsabilité, impunité.

Le Président de la République, dans un bel accès de lucidité qui répondait à la volonté de changement s'exprimant dans notre société, nous avait promis une véritable rupture dans le domaine de la régulation du système bancaire : séparation des activités spéculatives, sortie des paradis fiscaux, interdiction des produits financiers toxiques (voir son engagement numéro 7).

Malheureusement, le projet de loi « portant réforme bancaire et financière » présenté par M. Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances, au Conseil des Ministres du 19 décembre dernier, constitue de toute évidence la dernière victoire du monde bancaire.

C'est une loi en carton-pâte visiblement modelée par la finance qui nous est présentée : des régulations tellement poreuses qu'elles ne régulent rien, des interdictions portant sur des pratiques quasi inexistantes, etc.

Selon les estimations publiées par les banques elles-mêmes, cette nouvelle loi affectera moins de 5% de leur activité. Les banquiers peuvent être soulagés... Ils pourront poursuivre tranquillement leurs opérations, à l'abri des troubles d'un monde mis à sac au profit des 1 % de nantis indifférents aux désordres que ces opérations provoquent : austérités, récessions, licenciements, pauvreté, pollution, exploitation de l'écosystème, évasion fiscale, fortunes mafieuses ou dictatoriales... Toutes injustices qui doivent résonner profondément chez vous, militante socialiste qui a décidé de consacrer son activité à lutter pour un monde meilleur en devenant élue du peuple.

* Nous tenons à votre disposition les analyses factuelles, chiffrées et agrémentées d'exemples parlants, émanant d'économistes indépendants, d'ONG et de journalistes économiques dans le cas où vous souhaiteriez parfaire votre connaissance des rouages du monde bancaire et des pratiques indignes que nous évoquons.

Députée de la République, vous aurez donc à vous exprimer sur ce projet de loi, probablement vers la mi-février.

Suivrez-vous la position du Président, qui déclarait en janvier dernier : "*Mon véritable adversaire, il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance*", ajoutant très justement : "*les incantations du 'plus jamais ça' sont restées lettre morte*", et "*les banques sauvées par nos États mangent désormais la main qui les a nourries*".

Ou bien suivrez-vous la logique du Président, qui a demandé à sa majorité, vous compris, de voter le Pacte budgétaire ? Pacte, nous permettons-nous de le rappeler, qui a conforté banquiers, créanciers et spéculateurs en imposant aux États une austérité perpétuelle sans apporter aucun remède aux causes réelles de la crise que sont la concurrence effrénée au sein de la zone euro et la domination des marchés financiers. Pacte qui interdit les déficits publics et donne aux instances européennes des pouvoirs de sanction inédits contre les pays en difficulté ; cristallisant ainsi encore un peu plus le rejet de l'Union européenne par les peuples.

Ainsi, sans préjuger aucunement du choix que vous ferez au moment du vote de cette loi, dont le projet constitue néanmoins à lui seul un témoignage du manque de volonté politique d'affronter le pouvoir de l'argent :

**Nous vous invitons à bien vouloir participer à l'inauguration du monument
« La République défigurée par la finance »,
place de la République à Orléans,
le samedi 26 janvier à 15h00.**

Cette cérémonie sera aussi pour nous l'occasion de réaffirmer les décisions indispensables à prendre pour **remettre la finance au service de la société**, désarmer les marchés afin de leur enlever leur pouvoir de nuisance :

- 1) **Un plan d'austérité pour les banques / un plan de sauvetage pour les peuples** : empêcher la formation de conglomérats de taille critique ; séparer activités de crédits et activités de marchés ; encadrer les rémunérations des banquiers.
- 2) **Désarmer les banques** : taxer l'ensemble des transactions financières spéculatives, interdire les filiales dans les paradis fiscaux.
- 3) **Réduire l'influence des banques et accroître le contrôle populaire** : créer des agences de notation publiques, faire participer les usagers et les salariés aux instances de décision et de contrôle des banques ; développer un pôle public bancaire.
- 4) **Réaliser un audit de la dette publique**, afin d'en déterminer la part illégitime ; notamment celle contractée pour financer le plan de sauvetage des banques et les dégâts qu'elles ont provoqués) et d'exiger son annulation pure et simple.

**Le Collectif du Loiret pour un Audit Citoyen de la Dette.
(CAC 45)**

** Le CAC 45 est constitué des organisations suivantes : Alternative Citoyenne Abraysienne, Association Partage, Attac 45, CADTM, Confédération Paysanne, DAL, France-Cuba, FSU, La Vie Nouvelle, Ligue des Droits de l'Homme, Solidaires.*

** Soutiens : Europe Ecologie-Les Verts, Fédération anarchiste, Jeunes Ecologistes, MJS, NPA, PCF, Parti de Gauche.*